

AMBASSADE DE FRANCE AU PANAMA
SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

Le Chef de Service
Rédacteur : Antoine AVILA
AA -2013

Panama, décembre 2013

PANAMA : POINTS FORTS – POINTS FAIBLES

Se distinguant de ses voisins centraméricains, le Panama compte parmi les économies les plus résilientes et dynamiques d'Amérique latine, principalement orientée vers les services et le commerce. Les projets de grands travaux (dont l'agrandissement du canal), le développement du marché interne, la diversification de l'économie (construction, tourisme, gestion portuaire et logistique, TIC, etc..) et le nouveau développement minier devraient continuer à soutenir la dynamique de croissance sur le moyen et le long terme. Toutefois, la poursuite des réformes structurelles (éducation/formation et capital humain, justice, distribution équitable de la richesse), la réalisation de nouvelles infrastructures et la flexibilisation du marché de l'emploi seront déterminants pour permettre au Panama de préserver sa croissance, la compétitivité de son économie et s'imposer comme plate-forme de rayonnement et de développement des affaires incontournable dans cette région des Amériques.

2013 PIB : 40 Md USD Population : 3,6 M hab. PIB/hab. : 10. 125 USD ; 16. 500 USD en PPA

Points forts / Evolutions positives

Points faibles / Sujets d'inquiétude

- **Stabilité politique** : Le Président **Ricardo Martinelli** reste populaire en dépit de critiques sur son style de gouvernance. Il mène à bien son programme de promesses de mandat (réformes fiscales, programme de grands projets d'infrastructures et projets sociaux: métro de Panama, élargissement canal, bande côtière, assainissement de la baie, hôpitaux, aéroports, routes, marchés agroalimentaires, chaîne du froid, etc..). Elections présidentielles: mai 2014.
- **Dynamique de croissance** : + 9% /an en moyenne sur 2007-2012 ; **10,6% en 2011, et 10.7% en 2012. Prévisions 2013 : 7,5%**. La croissance a permis la réduction du chômage qui s'établit à 4 % en 2012, le plus bas en ALC, et une augmentation du salaire minimum. Le PIB/hab s'établissait à 10.123 \$ en 2012 (l'un **des plus élevés**-de la région ALC).
- **Stabilité monétaire/dollarisation de l'économie** (USD = garantie et refuge pour l'épargne de nombreux latino-américains). Néanmoins, la dynamique de croissance et le programme d'investissements publics ont attisé l'**inflation qui a fortement progressé ces dernières années** : 5.9% en 2011 et 5.7% en 2012. Un repli de celle-ci emble amorcé en 2013 (entre 4% et 5%).
- **Comptes publics: adoption en 2008 de la loi de responsabilité budgétaire**, laquelle impose : pour chaque exercice, **obligation d'un excédent primaire et maintien du déficit budgétaire à 1% du PIB ou moins** (exceptions : situation d'urgence nationale ; croissance PIB national/mondial ≤ à 1%. Si exception, obligation de redescendre progressivement à un taux maximal de 1% au bout de 4 ans.
- **Investissements publics massifs** : 15 Md USD destinés aux projets d'infrastructures (hors agrandissement du canal) sur la période 2009-2014, conforme au Plan stratégique national quinquennal afin rendre la **plate-forme régionale "Panama" plus compétitive**; le prochain gouvernement (2015-19) devrait disposer d'une capacité d'investissement de 19 Md USD. Dynamisme de l'**investissement** public et privé (28% du PIB). De nouveaux grands chantiers d'infrastructures se profilent (lignes 2 et 3 du métro, réseau national routier, Port de Corozal et terminaux portuaires spécialisés , poursuite programme

- **Problèmes de gouvernance et tensions politiques et sociales fréquentes**: persistance de la **corruption**, de la culture du **clientélisme**, du conflit d'intérêts, **des faiblesses en matière de capacité institutionnelle**. Dialogue et concertation difficiles avec la société civile et la presse. **Intentions de passage en force de certaines lois et dispositions** (Réforme du code minier, vente des terrains de la Zone Franche de Colon, médecins étrangers, etc..).
- **Système judiciaire déficient** (faiblesse de formation des juges, politisation de la justice, pratiques discrétionnaires, **(indépendance du pouvoir exécutif, contestée)**. **Insécurité juridique** (préférer le règlement des litiges à l'amiable ou l'arbitrage s'il est permis). Idem du pouvoir législatif.
- **Dualité de l'économie** entre, d'une part, la ville de Panama / zone du canal et, d'autre part, le reste du pays, où prédomine essentiellement une économie agro-pastorale sous-équipée et peu compétitive. En cause, **l'absence de décentralisation et d'une vraie politique publique sur le long terme pour le secteur agricole**. On observe toutefois un **développement du secteur immobilier, commercial, hôtelier et touristique à l'intérieur du pays**.
- **Progression du déficit public suite modifications à la loi de responsabilité budgétaire de 2008** (limitant le plafond du déficit à maximum 1%, mais relevé à plusieurs reprises jusqu'à 3,1% pour 2013). Après : -1,9% (2010), -2,3% (2011) et -2,1% (2012), les prévisions pour 2013 sont à 3% (plafond autorisé de 3,1%). Les réformes fiscales du gouvernement ont permis de doubler les **recettes fiscales (depuis 2009, passées de 2,7 à 5,3 Md USD/an), qui restent encore insuffisantes** (pression fiscale 2013 : 13,3 % du PIB selon FMI ; évasion fiscale estimée à au moins 3% du PIB).
- **Forte progression de la dette publique (+47% en 4 ans)** : elle reste cependant contenue en dessous de 40% du PIB mais va atteindre 16 Md USD fin 2013. Elle est en lien avec les investissements publics et reste à ce titre soutenable si la croissance se maintient avec d'autres relais de croissance publics et privés. Ne sont pas compris dans la dette officielle le paiement de chantiers importants différé avec des contrats dits clé en main ni le recours croissant à l'affacturage.

d'assainissement de la capitale et voirie urbaine dont raccordements de périphériques, cité gouvernementale, réseau national distribution eau , etc..).

- **Le Canal transocéanique (5% du commerce mondial, hors pétrole), reste le grand atout du pays et une vaste source de revenus** : 8,1% du PIB, 15 % des recettes de l'Etat. Les travaux d'élargissement du Canal (3^{ème} jeu d'écluses, 5,3 Md USD) soutiendront la croissance jusqu'à mi 2015 et, ensuite, l'exploitation devrait dégager 4 Md USD d'apports directs/an pour l'Etat dès 2020 (contre 1 Md USD/an actuellement).
- **Création d'un Fonds souverain (le FAP)**. En place depuis octobre 2012, il est destiné à parer à tout retournement de la conjoncture économique. **Initialement abondé de 1,2 Md USD**, le fond sera financé à partir de 2015, par les recettes supplémentaires du Canal au-delà de 3,5% du PIB. **Les réserves du FAP pourraient s'élever d'ici 2025 à 12 Md USD.**
- **Economie de services (80 % du PIB) très ouverte** : Zone franche de Colon (ZLC) et Centre Bancaire International. **Diversification en cours**: secteurs construction et immobilier, tourisme, TIC, activités portuaires et logistique), secteur minier (démarrage de l'exploitation des réserves de cuivre parmi les plus importantes en ALC, après celles du Chili) qui pourrait devenir un des nouveaux piliers de l'économie nationale. La production annuelle de cuivre est estimée à 300,000 tonnes en 2016.
- **Flux croissant d'IDE depuis 2005 (8-9% du PIB/an; 2,8 Md USD en 2011, 3,1 Md USD en 2012 ; 2,9 Md USD au T3 2013)**: le pays dispose d'une position géographique stratégique, pas de risque de change, liberté d'investissement et de rapatriement des fonds, d'un système bancaire moderne, solide, bien supervisé et peu impacté par la crise économique mondiale. Le Panama apparaît dans le peloton de tête de l'ALC pour son **climat des affaires très favorable** (61^{ème} place du classement *Doing Business* 2013) et son **niveau de compétitivité élevé** (40^{ème} sur 144, 2^{ème} en ALC, dans le classement *Compétitivité Globale* 2013-2014 du WEF).
- **Panama : Plateforme régionale des affaires**: hub maritime (Canal-ports-logistique), aérien (Aéroport de Tocumen et Copa Airlines), télécom et financier. Développement des Zones Economiques Spéciales (**Ciudad del Saber, Panama Pacífico, Zones franches pétrolières**). La loi 41 sur les sièges régionaux de multinationales facilite via des avantages fiscaux et migratoires l'implantation de sièges régionaux de multinationales (près de 100 à fin 2013).
- **Stratégie d'ouverture**: multiplication des accords de libre-échange : Colombie, Pérou, Guatemala, Nicaragua, Taiwan, Chili, Salvador, Honduras, Singapour, AELE etc...**Négociations en cours** avec le Mexique, la Corée du sud, l'Inde, Israël, l'Afrique du Sud, l'Irlande, T&T. Les ALE avec les **Etats-Unis et le Canada sont entrés en vigueur en 2012. Entrée en vigueur de l'Accord d'Association avec UE /Amérique centrale + Panama au 1er août 2013.** Adhésion à l'ALADI en janvier 2012 et intérêt pour rejoindre l'Alliance du Pacifique.
- **Qualification « investment grade» depuis 2010** par les 3 agences de notation. En 2012, relèvement par Fitch de sa notation (à BBB stable) en juin, S&P's (de BBB- à BBB stable) en juillet et Moody's (de Baa3 à Baa2) en novembre. Qualifications maintenues en 2013.
- **Transparence fiscale et financière : signature de plus de 20 accords fiscaux bilatéraux** (non-double imposition et échanges d'informations). **Sortie en juillet 2011 de la « liste de pays non coopératifs en matière fiscale » de l'OCDE. Sortie en mars 2012 de la liste grise française.** Le Panama poursuit activement ses démarches de mise en conformité de sa législation avec les règles de transparence financière et fiscale internationale (préparation d'une nouvelle loi incluant les 40 recommandations faites par le GAFI, en matière de blanchiment d'argent). Approbation réforme régime des Sociétés anonymes et actions au porteur.

- **Déficit du compte courant**. Il est passé de -2,9 Md USD en 2010, à - 3,8 Md USD en 2011 et -3,7 Md USD en 2012 (9% du PIB). **Ce solde s'explique largement par les importations massives de biens destinés aux grands projets d'infrastructures et pour la consommation privée. Il est financé en grande partie par les investissements étrangers.** Du fait de la dollarisation, une crise de change est improbable. Une attention particulière est à porter sur la santé du **secteur bancaire qui ne dispose pas de prêteur en dernier ressort.**
- **Insuffisance en matière d'infrastructures** (Energie transports, environnement, distribution d'eau, traitement et recyclage déchets urbains). Déficience des services publics dans les services de santé publique (au niveau des prestations). **Faiblesse des politiques publiques et manque de culture d'anticipation** (approche non intégrale des problèmes) et de planification (entretien des infrastructures par exemple).
- **En matière d'énergie, progression annuelle de la demande (+6% / an) en lien avec la dynamique de croissance du pays.** Le marché électrique panaméen est "stressé", (l'électricité peut actuellement atteindre 300 USD/MWh sur le marché occasionnel). (cf crise de l'énergie en avril 2013). En vue de la demande d'énergie comparée à l'offre disponible; le système requiert d'importants nouveaux investissements en production (énergie classique et énergies renouvelables) et en réseau de transmission. **Nécessité pour les autorités compétentes de bien clarifier les règles du marché, en direction des nouveaux investisseurs potentiels.**
- Fortes **disparités de revenus** ; en dépit d'un IDH dans la catégorie élevée de valeur 0,780 (59^{ème}), il descend à 0,588 en tenant compte des inégalités. **La pauvreté concerne encore 25% de la population** (communautés indigènes notamment). L'extrême-pauvreté a néanmoins été réduite en 2012 à 10,4%, ainsi que l'emploi informel (de 41 à 37% de la population active).
- **Déficit grave en matière d'éducation** (obsolescence des cursus et faible qualité académique du corps enseignant) et de formation qui conduit à une faible flexibilité du marché du travail et à un mauvais classement international dans ces domaines. Le déficit de formation de la main d'œuvre est cité comme le principal handicap pour les affaires et les investisseurs étrangers. **Marché du personnel qualifié, limité.**
- **Insécurité et violence croissantes** (règlements de comptes entre gangs et milieux narco mafieux, confinés toutefois dans les bas quartiers et périphéries éloignées du centre-ville).
- **Transparence fiscale et financière** : le passage en phase 2 du processus de révision par les pairs du Forum Global de l'OCDE est incertain (prochain examen en février 2014). La loi sur les actions au porteur (immobilisation des actions) sans laquelle le Panama ne peut passer en phase 2 a cependant été votée mais avec un délai de mise en conformité excessif (2 à 5 ans, selon les cas). La transparence fiscale est limitée par l'existence d'environ 400 000 sociétés anonymes avec actions au porteur.